

COMMISSION PARITAIRE DES ENTREPRISES **D'ASSURANCES**

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 **JUIN.1999** PORTANT RECONDUCTION D'UN FONDS DÉNOMMÉ "FONDS POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET LA FORMATION DANS LE SECTEUR DE L'ASSURANCE" ET DÉTERMINATION DE SES STATUTS

STRUCTURE

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Champ d'application
- Validité
- Fonds de formation

DEUXIÈME PARTIE : FINANCEMENT

- Perception
- Financement pour 1999-2000
 - Principe
 - Modalités pratiques
 - Dispositions particulières
- Financement pour 2001

TROISIÈME PARTIE : STATUTS

- Dénomination et siège
- Objet
- Bénéficiaires
- Gestion
- Frais d'administration
- Contrôle
- Bilan et comptes
- Dissolution

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.
 22-06-1999 | 13-08-1999

51.912/60/306
 [Handwritten signatures and initials]

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 21 JUIN 1999 PORTANT RECONDUCTION
D'UN FONDS DÉNOMMÉ "FONDS POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI ET LA FORMATION
DANS LE SECTEUR DE L'ASSURANCE" ET DÉTERMINATION DE SES STATUTS

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 - Champ d'application

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire des entreprises d'assurances.

Article 2 - Validité

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la CCT du 21 juin 1999 conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises d'assurances et en application de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses (section VI dispositions relatives à l'accord interprofessionnel 1999-2000 - sous-section 1).

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2003.

Elle ne peut être reconduite que par une nouvelle convention collective de travail à conclure au sein de la même Commission paritaire.

Article 3 - Fonds de formation

Le Fonds, dont les statuts sont arrêtés ci-après, est institué en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence.

DEUXIÈME PARTIE : FINANCEMENT

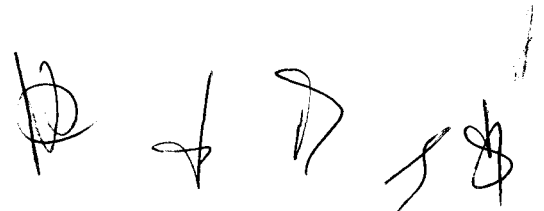
Article 4 - Perception

En application de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la perception et le recouvrement des cotisations visées ci-après sont assurés par l'Office National de Sécurité Sociale.

A. Financement pour 1999-2000

Article 5 - Principe

Ce Fonds est financé par une cotisation patronale de 0,10 % des rémunérations brutes en 1999 et 2000 visées à l'article 105 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et concernant des dispositions diverses.



Article 6 - Modalités pratiques

En dérogation à l'article précédent, la cotisation patronale de 0,10% relative aux quatre trimestres de l'année 1999 est reportée sur l'année 2000.

La cotisation des quatre trimestres de l'année 2000 est dès lors portée à 0,20 %.

Article 7 - Dispositions particulières

Le versement des cotisations prévues aux articles précédents exonère les employeurs du secteur de l'assurance de tout versement des cotisations de 0,10% institué par l'article 107§ 1, de la loi du 26 mars 1999 précitée.

B. Financement pour 2001

Article 8

Le fonds est financé par une cotisation patronale de 0,10 % des rémunérations brutes en 2001.

Cette cotisation sera imputée sur une éventuelle prolongation, par un accord interprofessionnel ou par une initiative légale ou réglementaire, des efforts en faveur des groupes à risques pour l'année 2001.

TROISIÈME PARTIE : STATUTS

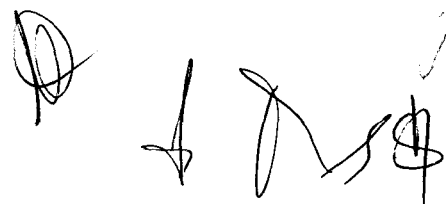
Article 9 - Dénomination et siège

Le fonctionnement du fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds pour la promotion de l'emploi et la formation dans le secteur de l'assurance", appelé ci-après le fonds, dont le siège est situé dans l'agglomération bruxelloise est maintenu pour la durée comprise entre le 1^{er} janvier 1999 et le 31 décembre 2003.

Ce fonds a été créé au moyen de la convention collective de travail du 27 juin 1991, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises d'assurances, rendue obligatoire par arrêté royal du 31 mars 1992 (MB du 16 mai 1992) et reconduite par la convention collective de travail du 29 juin 1993, rendue obligatoire par arrêté royal du 28 janvier 1994 (MB du 21 avril 1994) et reconduite par la convention collective de travail du 30 juin 1994, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 7 novembre 1994 (MB du 24 décembre 1994) ainsi que par la CCT du 27 octobre 1994, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 20 février 1995 et prolongée par la CCT du 12 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 17 juin 1998 (MB du 17 septembre 1998).

Article 10 - Objet

L'objet de ce fonds est de promouvoir des activités de formation et d'emploi en faveur des travailleurs faiblement qualifiés ou des futurs travailleurs du secteur, ainsi que de financer des projets d'encouragement aux actions positives pour le personnel féminin occupé dans le secteur.



Article 11 - Bénéficiaires

§ 1^{er}. Travailleurs peu qualifiés. Les bénéficiaires potentiels des activités de promotion de l'emploi et de la formation sont définis comme étant les travailleurs qui risquent de perdre leur emploi par manque de connaissance de base, suite aux évolutions technologiques ou aux changements dans l'organisation du travail.

Ces travailleurs peuvent bénéficier, à leur demande, d'une formation adaptée à leurs besoins.

Le Comité de gestion, défini à l'article 7, est seul compétent pour apprécier la recevabilité d'une demande de formation.

§ 2. Personnel féminin. Les bénéficiaires des actions positives financées par le fonds doivent être des femmes occupées dans le secteur de l'assurance.

Article 12 - Gestion

Le fonds est géré par le Comité de gestion prévu à l'article 7 de la convention collective de travail du 27 juin 1991 portant création du Fonds.

Les articles 8 à 15 de la convention précitée du 27 juin 1991 sont reconduits pour la durée de la présente convention collective de travail.

Article 13 - Frais d'administration

Les frais d'administration du fonds sont fixés chaque année par le Comité de gestion.

Ces frais sont couverts par les intérêts des capitaux provenant du versement des cotisations prévues aux articles 5 et 8 et éventuellement, par une retenue opérée sur ces cotisations, dont le montant est fixé par le Comité de gestion.

Article 14 - Contrôle

L'article 16 de la convention collective de travail précitée du 27 juin 1991 est reconduit pour la durée de la présente convention collective de travail.

Article 15 - Bilan et comptes

L'article 17 de la convention collective de travail précitée du 27 juin 1991 est reconduit pour la durée de la présente convention collective de travail.

Article 16 - Dissolution

Ce fonds sera de plein droit dissout soit le 31 décembre 2003, soit lorsque toutes les sommes qu'il avait à gérer auront été affectées et liquidées.

PARITAIR COMITE VOOR DE VERZEKERINGSWEZEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 JUNI 1999 TOT VERLENGING VAN EEN FONDS GENAAMD "FONDS VOOR DE BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN DE OPLEIDING IN DE VERZEKERINGSSECTOR" EN VASTSTELLING VAN DE STATUTEN ERVAN

STRUCTUUR

EERSTE DEEL : ALGEMENE BEPALINGEN

- Toepassingsgebied
- Geldigheidsduur
- Opleidingsfonds

TWEEDE DEEL : FINANCIERING

- Inning
- Financiering voor 1999-2000
 - Principe
 - Praktische toepassingsregels
 - Bijzondere bepalingen
- Financiering voor 2001

DERDE DEEL : STATUTEN

- Benaming en zetel
- Doel
- Begunstigden
- Beheer
- Administratiekosten
- Contrôle
- Balans en rekeningen
- Ontbinding

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTRATIE-ENREGISTR.

22-06-1999

1999-08-1999

18
N°

51.912/60/306

(Handwritten signatures and initials)

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 21 JUNI 1999 TOT VERLENGING VAN EEN FONDS GENAAMD
"FONDS VOOR DE BEVORDERING VAN DE WERKGELEGENHEID EN DE OPLEIDING IN DE
VERZEKERINGSSECTOR" EN VASTSTELLING VAN DE STATUTEN ERVAN**

EERSTE DEEL : ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1 - Toepassingsgebied

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die **ressorteren** onder het Paritair Comité voor het Verzekeringswezen.

Artikel 2 - Geldigheidsduur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter uitvoering van de in het Paritair Comité voor het Verzekeringswezen gesloten CAO van 21 juni 1999 en met toepassing van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de **werkgelegenheid** 1998 en houdende diverse bepalingen (afdeling VI bepalingen betreffende het interprofessionele akkoord 1999-2000-onderafdeling 1).

Ze treedt in werking op 1 januari 1999 en treedt buiten werking op 31 december 2003.

Ze kan slechts worden verlengd door een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst die in hetzelfde Paritair Comité moet worden gesloten.

Artikel 3 • Opleidingsfonds

Het fonds, waarvan de statuten hieronder zijn vastgelegd, wordt opgericht met toepassing van de wet van 7 januari 1958 op de Fondsen voor bestaanszekerheid.

TWEEDE DEEL : FINANCIERING

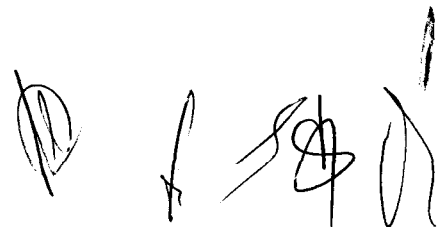
Artikel 4 - Inning

Met toepassing van artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 op de Fondsen voor bestaanszekerheid zorgt de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid voor de inning en de invordering van de hieronder beoogde bijdragen.

0 Financiering voor 1999-2000

Artikel 5 - Principe

Het fonds wordt gefinancierd door werkgeversbijdragen van 0,10 % in 1999 en 2000, zoals bedoeld in artikel 105 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.



Artikel 6 - Praktische toepassingsregels

In afwijking van het voorgaande artikel wordt de werkgeversbijdrage van 0,10 % voor de vier trimesters van 1999 verschoven naar het jaar 2000.

De bijdrage voor de vier trimesters van het jaar 2000 bedraagt dus 0,20 %.

Artikel 7 • Bijzondere bepalingen

De storting van de in de vorige artikelen bepaalde bijdragen stelt de werkgevers van de verzekeringssector vrij van enige storting van de bijdragen van 0,10 %, ingesteld door artikel 107 § 1, van de hierboven vermelde wet van 26 maart 1999.

1 Financiering voor 2001

Artikel 8

Het fonds wordt gefinancierd door een werkgeversbijdrage van 0,10 % van de brutolonen in 2001.

Deze bijdrage wordt aangerekend op een eventuele verlenging, door een interprofessioneel akkoord of door een wettelijk of reglementair initiatief, van de inspanningen ten voordele van risicogroepen voor het jaar 2001.

DERDE DEEL : STATUTEN

Artikel 9 - Benaming en zetel

De werking van het fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds voor de bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding in de verzekeringssector", hierna het fonds genoemd, waarvan de zetel gevestigd is in de agglomeratie Brussel, wordt gehandhaafd voor de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2003.

Dit fonds is opgericht door middel van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1991, gesloten in het Paritair Comité voor het verzekeringswezen, algemeen bindend verklaard bij het koninklijk besluit van 31 maart 1992 (BS van 16 mei 1992) en verlengd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 juni 1993, algemeen bindend verklaard bij het koninklijk besluit van 28 januari 1994 (BS van 21 april 1994) en verlengd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 juni 1994, algemeen bindend verklaard bij het koninklijk besluit van 7 november 1994 (BS van 24 december 1994), alsook bij de CAO van 27 oktober 1994, bindend verklaard bij het koninklijk besluit van 20 februari 1995 en verlengd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 1997, bindend verklaard bij het koninklijk besluit van 17 juni 1998 (BS van 17 september 1998).

Artikel 10 - Doel

Dit fonds heeft tot doel de activiteiten inzake opleiding en werkgelegenheid te bevorderen ten gunste van laaggekwalificeerde of toekomstige werknemers van de sector, en projecten te financieren ter ondersteuning van de positieve acties voor de vrouwen die in de sector tewerkgesteld zijn.

Artikel 11 - Begunstigden

§ 1. Laag gekwalificeerde werknemers. De mogelijke begunstigden van de activiteiten voor de bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding zijn de werknemers die hun betrekking dreigen te verliezen door een gebrek aan basiskennis, als gevolg van de technologische ontwikkeling of veranderingen in de arbeidsorganisatie.

Deze werknemers kunnen op hun verzoek een opleiding genieten die aan hun behoeften is aangepast.

Alleen net in artikel 7 omschreven comité van beheer is bevoegd om de ontvankelijkheid van een verzoek om opleiding te beoordelen.

§ 2. Vrouwelijke personeelsleden. De begunstigden van de door het fonds gefinancierde positieve acties moeten vrouwen zijn die in de verzekeringssector tewerkgesteld zijn.

Artikel 12 - Beheer

Het fonds wordt beheerd door het comité van beheer waarin artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1991 tot oprichting van het fonds voorziet.

De artikelen 8 tot 15 van de voornoemde overeenkomst van 27 juni 1991 worden verlengd voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 13 - Administratiekosten

De administratiekosten van het fonds worden elk jaar vastgesteld door het comité van beheer.

Deze kosten worden gedekt door de interesten van de kapitalen die voortkomen uit de storting van de in de artikelen 5 en 8 bepaalde bijdragen, en eventueel door een inhouding op die bijdragen, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door het comité van beheer.

Artikel 14 - Contrôle

Artikel 16 van de voornoemde arbeidsovereenkomst van 27 juni 1991 wordt verlengd voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 15 - Balans en rekeningen

Artikel 17 van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 1991 wordt verlengd voor de duur van deze arbeidsovereenkomst.

Artikel 16 - Ontbinding

Dit fonds zal van rechtswege ontbonden worden, ofwel op 31 december 2003, ofwel wanneer alle sommen die het diende te beheren, aangewend en uitbetaald zijn .